

CE MONDE QUI BOUGE

Égypte, Syrie, Corée
du Nord, incertitudes
et menaces

Quel bénéfice compte tirer Daesh du double attentat de dimanche (45 morts) visant les coptes égyptiens à Alexandrie et à Tanta, dans le nord du pays ? Faire peur aux 15 millions de chrétiens égyptiens et les inciter à partir ? Ils ne partiront pas car l'Égypte est leur pays depuis la nuit des temps.

Daesh s'abrite derrière sa vision de l'Islam pour justifier ses crimes et, pour ce faire, n'hésite pas à se comparer aux combattants de l'Islam du 7^e siècle. Or, lors de la prise de Jérusalem en 638, l'un des plus célèbres d'entre eux, le calife Omar Ibn Al-Khatib, qui s'était vu remettre les clés de la ville, avait publié juste après avoir visité le Saint Sépulcre, une adresse stipulant : «La sécurité des personnes et des biens est garantie pour les habitants de Jérusalem. Leurs églises et les croix doivent aussi être sécurisées. Ce traité s'applique à tous les habitants de la ville. Leurs lieux de culte doivent rester intacts. Ceux-ci ne seront ni repris ni démolis. Les gens sont tout à fait libres de suivre leur religion. Ils ne doivent être affectés à aucune difficulté.» Plus de quinze siècles après, c'est un discours d'intolérance et de haine que l'on entend.

L'autre dossier chaud, c'est la Syrie. Sans attendre les conclusions de l'enquête instruite par l'ONU pour établir les responsabilités et châtier les coupables de l'attaque chimique menée dans la région de Idlib, sur ordre de Donald Trump, une base aérienne de l'armée syrienne a été bombardée.

Sans attendre, François Hollande et Angela Merkel ont délivré un blanc-seing à Trump, qualifié il y a peu par les médias proches de l'Elysée de dirigeant politique imprévisible, de raciste et de misogyne, prêt à pactiser avec le diable – la Russie – et son allié Bachar. «La certitude américaine ne saurait cependant valoir démonstration, les raisons invoquées pour déclencher la seconde guerre d'Irak sont dans tous les esprits», avertit le chercheur et essayiste Axel Kahn.

Pour l'heure, la France applaudit : l'intervention américaine, selon le Quay d'Orsay, donne raison a posteriori à Hollande : durant l'été 2013, il voulait bombarder les forces de Bachar accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre ses adversaires, mais Barack Obama, qui savait où pouvait mener une intervention militaire, y avait opposé son veto.

Lundi, réunis à Madrid, les pays du Sud de l'UE (France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Malte, Chypre) se sont rangés avec un bel unanimisme atlantiste derrière le maître américain, et ce, quelques jours après le soutien affiché par Londres, Berlin, Riyad, Tel Aviv, et tous les va-t'en-guerre de la planète à Donald Trump. Lequel menace de récidiver et, dans son délire de shérif de western de série-B, veut même frapper la Corée du Nord. A l'évidence, pour redorer son blason et s'imposer face à ses concitoyens de plus en plus sceptiques sur sa politique, le Président américain, en difficulté sur le plan interne, semble prêt à n'importe quelle aventure.

En attendant que l'enquête de l'ONU établisse les responsabilités, la question qui est sur toutes les lèvres est de savoir pourquoi la Syrie a lancé une attaque à l'arme chimique alors qu'elle était militairement dans une phase ascendante ? «Ce qui est moins clair, ce sont les motivations stratégiques derrière l'attaque aux armes chimiques attribuée au régime d'Assad, car elle a ouvert la voie à des interventions ultérieures qui peuvent réduire les capacités militaires de la Syrie», s'interrogeait, dubitatif, Reed Foster, analyste militaire à l'institut Jane's de Londres. Autre interrogation : quel intérêt le régime syrien avait-il à se mettre de nouvelles pressions internationales sur le dos alors qu'il encourait le risque de voir les membres du G7 remettre sur le tapis le départ de Bachar ? C'est d'ailleurs ce qu'ils ont demandé mardi lors de leur réunion à Toscane (Italie). A moins qu'au sein du pouvoir syrien il existe des partisans de la politique du pire cherchant à torpiller le processus de règlement basé sur un compromis acceptable par tous les protagonistes syriens y compris islamistes, préconisé par Moscou et Ankara.

Ce qui est certain, c'est qu'une nouvelle période pleine d'incertitudes et de menaces est en train de s'ouvrir. Les Etats-Unis menacent de récidiver tandis que la Russie, qui n'exclut pas des «provocations à l'arme chimique» (dixit Poutine) pour accuser Damas, a averti qu'elle ripostera en cas de «nouvelle agression» américaine. Et le Yémen, dont on parle peu, théâtre d'une guerre conduite par l'Arabie Saoudite et ses alliés arabes contre les Houthis (chiites) soutenus par l'Iran, est au bord de la crise humanitaire.

H. Z.

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

Des partenariats publics-privés pour la réalisation des infrastructures

Le secteur des travaux publics et des transports a décidé de recourir à des solutions alternatives pour mobiliser des ressources financières pour relancer ou réaliser les projets d'infrastructures publiques. Le secteur privé peut désormais financer des projets dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Un projet de loi permettant des partenariats publics-privés dans le financement de projets d'infrastructures dans le secteur des travaux publics et des transports est actuellement sur la table du gouvernement. A travers ce partenariat, le secteur privé peut financer des projets d'infrastructures.

Le ministre par intérim des Travaux publics et des Transports qui a présidé hier les travaux d'un atelier sur le partenariat public-privé en collaboration avec la Banque mondiale a indiqué que le secteur envisage le recours à des solutions alternatives ou complémentaires pour mobiliser des ressources financières nécessaires à la pérennité de son développement.

Dans ce contexte, a déclaré Abdelmalek Boudiaf, les pouvoirs publics sont disposés à mettre en place des mécanismes de facilitations pour permettre une meilleure approche du développement du secteur et une grande couverture aux opérateurs natio-



Photos : DR

Le parc infrastructurel en constante augmentation.

naux et étrangers dans le financement, la réalisation et la gestion des infrastructures dans le cadre d'une démarche économique rationnelle et d'un partenariat fructueux avec un transfert du savoir-faire, notamment les concepts de management et les outils de montage financier.

Cette démarche, explique-t-on, traduit «l'émergence d'une vision nouvelle dans la conception du service public et son mode de financement, privilégiant la mise en place de partenariats productifs dans la gestion des projets d'intérêt général, et ce, dans le but de la rationalisation des dépenses publiques en fonction des priorités et de la satisfaction des besoins des populations, notamment en matière d'accès à des infrastructures répondant à des exigences de qualité, souvent à des besoins sous-régionaux, voire internationaux».

Le ministre des Travaux publics a rappelé que depuis 1999, le secteur a réalisé une avancée remarquable dans le rythme des réalisations, augmentant ainsi le parc infrastructurel de l'Algérie à plus de 125 000 km de routes, près de 1 200 km d'autoroutes, 4 500 km de voies ferrées, près de 10 200 unités d'ouvrages d'art et de tunnels, 47 ports et 36 aéroports.

Toutefois, dit-il, les besoins restent encore importants «pour assurer un maillage complet de notre pays, et ce, compte tenu de l'étendue de notre territoire et également des besoins sans cesse croissants induits par le dynamisme de notre économie».

Les experts réunis lors de cet atelier sont tenus, avec l'appui de l'expérience de la Banque mondiale, de sortir avec des recommandations pour l'accélération du développement des infrastructures.

S. A.

TÉLÉPHONIE

Huawei annonce
la disponibilité du GR3 2017

Quelques jours seulement après son lancement, au cours d'une conférence de presse à Alger, le Huawei GR3 2017 est désormais disponible chez Moon Mobile et dans tous les points de vente au niveau national, a indiqué Huawei Algérie.

Proposé au prix de 30 590 DA TTC, le nouveau smartphone de la collection GR 2017 qui étoffe la gamme du fabricant chinois, en plus de son nouveau design, dispose d'un nouveau processeur octa-core avec ses 3Go de RAM et ses capteurs supplémentaires. Il s'agit à la fois d'un beau et puissant appareil conçu pour répondre à l'enthousiasme grandissant de chacun.

Le dernier-né de la collection Huawei GR 2017 est équipé d'un Kirin chipset 655 offrant des performances remarquables. La nouvelle expérience c'est son logiciel EMUI 5.0 avec interface distincte et dynamique inspirée de l'environnement



Le nouveau smartphone de la collection GR 2017.

naturel. Il enregistre les habitudes de l'utilisateur et ensuite optimise leur expérience, plus vite et plus précisément tout en veillant à leur consommation de batterie.

Huawei précise avoir optimisé la sécurité des données avant toute chose en proposant pour la première fois en moyenne-gamme des capteurs d'empreintes digitales qui peuvent déverrouiller l'appareil en 0.3 seconde ; ce qui est 40% plus rapide

qu'avant. Avec le GR3 2017, l'insécurité devient obsolète, précise le fabricant.

Le GR3 2017 est le second smartphone à avoir intégré la gamme Huawei cette année après le GR5 et en attendant l'arrivée prochainement du tout dernier-né de la gamme, à savoir le Huawei P10 dévoilé au dernier Salon mondial du mobile (MWC 2017) de Barcelone.

Ahmed A.